

Compte-rendu rédigé par Martin Bottinelli

Le 12 décembre, pour un nouveau Mardi du Grand Continent portant sur l'écologie politique, nous avons eu le plaisir d'accueillir, à l'Ecole Normale Supérieure :

- **Paul Magnette**, Président du Parti Socialiste belge, bourgmestre de Charleroi, auteur de *La Vie large* et de "[Pour une écologie épicurienne](#)", point de départ de la discussion ;
- **Dominique Méda**, Professeure des universités à l'Université Paris-Dauphine, directrice de l'Institut de recherches interdisciplinaires en sciences sociales ;
- **Lucas Chancel**, Professeur d'économie à PSE et co-directeur du Laboratoire sur les inégalités mondiales et professeur à Sciences Po ;
- **Sacha Lévy-Bruhl** (modération), doctorant à l'EHESS.

Compte-rendu

Résumant [l'article de Paul Magnette](#), **Sacha Lévy-Bruhl** commence par souligner que le concept d'écologie épicurienne participe d'un effort de construction d'un nouvel horizon désirable pour l'écologie ; d'une volonté de dépasser un stade critique en promouvant, non l'ascétisme, mais la vie pleine, la « vie large », pour reprendre une expression de Jean Jaurès réinvestie par **Paul Magnette** lui-même. L'écologie épicurienne, telle que la pense ce dernier, repose sur une nouvelle approche du plaisir, de la nature, de la culture et de la morale, sur la promotion d'un nouvel imaginaire, mais aussi sur l'adoption de stratégies politiques novatrices, dont **Paul Magnette** trace les contours dans son papier. Mais comment faire advenir cette morale de la vie large, et promouvoir un épanouissement dans le cadre de certaines limites consenties ? Comment l'instituer dans des changements politico-institutionnels concrets ?

Paul Magnette revient d'abord sur la portée de son article. D'après lui, le concept d'écologie épicurienne participe d'une volonté de penser la dimension culturelle de la transition, en l'absence de laquelle, selon lui, il ne peut y avoir de changement radical : sans révolution des imaginaires, des psychologies, on ne fait qu'amender le système à la marge sans jamais le bouleverser en profondeur. Les débats sur cet aspect de la transition donnent cependant lieu à une opposition stérile entre partisans de la consommation sans limite, et ceux qui, comme Hans Jonas, pensent qu'aucune responsabilité n'est possible « sans un nouvel ascétisme » (*Le principe responsabilité*, 1979). S'inspirant de Pierre Hadot, qui définit l'épicurisme comme une « discipline des désirs » (*Qu'est-ce que la philosophie antique ?*, 1995), **Paul Magnette** interprète la doctrine d'Épicure comme une limitation raisonnable du principe du plaisir, et donc comme une

alternative viable à l'opposition simpliste évoquée précédemment : il ne s'agit pas de renoncer au plaisir, sans lequel aucun mouvement de transformation ne serait possible, mais de le discipliner, de le raisonner. La traduction politique de cette éthique individuelle, esquissée, par exemple, par les socialistes du début du XIXe siècle, reste encore un chantier pour l'éco-socialisme contemporain.

Le questionnement, par la philosophie, du système de valeurs de notre monde société est, selon **Dominique Méda**, crucial pour nourrir la pensée écologiste. Si la pensée des Anciens, à laquelle se réfère **Paul Magnette**, se fonde sur la notion fondamentale de « limite », ce concept est mis à mal par toute la modernité : de Descartes à Mandeville¹, de Hegel à Bacon², l'extension de l'emprise humaine sur la nature et le monde, la consommation et la production, se sont imposées comme des symboles de civilisation, comme des moyens d'améliorer le sort des hommes, et se sont incarnées dans des dispositifs institutionnels. Mais la difficulté que nous aurions à nous passer de ce confort, à revenir sur certains progrès, doit nous pousser à opérer un « tri » dans ce que la modernité nous a laissé en héritage.

Soulignant l'importance d'aborder la question écologique par le prisme de la philosophie, du rapport entre les êtres et les choses, de la relation des hommes avec la Terre, et des institutions, **Lucas Chancel** revient sur un enjeu crucial abordé dans l'article de **Paul Magnette** : comment passer de limitations subies à des limitations choisies, et ce avec entrain ? Abordée sous l'angle des inégalités, cette question soulève des problèmes en termes de répartition des richesses, de justice sociale et de limitation des profits. Ces questions sont autant de défis pour la gauche écologiste : comment porter un message de frugalité joyeuse auprès des plus riches ? Où fixer le niveau d'opulence à ne pas dépasser ? Comment définir la « vie large » ? **Lucas Chancel**, dans une autre perspective, souligne certaines pistes de réflexion ouvertes par le papier de **Paul Magnette** : de quels exemples de l'histoire ouvrière - évoquée dans l'article - doit-on s'inspirer pour penser la sobriété heureuse ? Quel programme politique pour la transition ?

A ces questions s'ajoute, d'après **Sacha-Lévy Bruhl**, le paradoxe d'une gauche qui peine à mobiliser les différentes classes sociales, alors même que le capitalisme, contre lequel elle s'est toujours élevée, semble, face à la crise écologique, de plus en plus difficile à défendre.

Paul Magnette montre que ces enjeux se cristallisent autour d'une double interrogation :

¹ Dans sa *Fable*, il décrit la « modération », suite à l'intervention de Jupiter pour mettre de l'ordre dans l'essaim d'abeilles, comme la « peste de l'industrie »

² « Notre fondation a pour Fin de (...) de reculer les bornes de l'Empire Humain en vue de réaliser toutes les choses possibles » - *La Nouvelle Atlantide*

- La nécessaire prise en compte de la question sociale dans la transition, dans la mesure où celle-ci affecte chacun de façon différenciée.
- La définition même des notions d'abondance et de frugalité, infléchies par les standards de vie des plus riches, et qui façonnent des aspirations parmi les franges moins aisées de la société.

Cette double problématique montre, selon **Paul Magnette**, que les questions sociales et de bien-être sont intrinsèquement liées. Quant aux nouvelles stratégies politiques à adopter, si les gauches européennes ont aujourd'hui des programmes similaires désormais bien connus, ils n'en restent pas moins pertinents. Ils gagneraient également à se nourrir des idées du socialisme du premier XIXe siècle (Fourier, Owen), un courant recelant de méthodes, de critiques et d'innovations sur tous les plans - sociaux, personnels, intergénérationnels, philosophiques -, et capables de susciter le désir d'un autre modèle social, ce que les mouvements ouvriers actuels semblent peiner à faire. Il ne s'agit toutefois pas de revenir sur certains acquis - services publics, hausse du niveau de vie, accès aux soins -, mais d'inscrire ces progrès dans une vision largement renouvelée de l'ordre social, dans le sillage des socialistes utopiques.

Ce programme pose directement la question, selon **Sacha Lévy-Bruhl**, des évolutions de l'organisation du travail, de l'individualisation croissante des tâches, et de l'enjeu, hautement politique, de la solidarité et des alliances sociales. Remettant ces transformations en perspective, **Dominique Méda** souligne que les idéaux de croissance et d'abondance rencontrent, dès les années 1980, des inflexions de taille, des exigences en matière d'équilibre budgétaire à la fragmentation des collectifs de travail, en passant par la nécessité d'une transition écologique qui entraînera, dans les années à venir, de grands transferts et reconversions de main d'oeuvre. Revenant sur l'enjeu de la sobriété, **Dominique Méda** rappelle qu'il ne faut ni minorer le plaisir procuré par la consommation, ni les dangers liés à une sortie du modèle consumériste, d'une « tutelle des hommes sur les choses » (Louis Dumont, *Homo aequalis*). Elle souligne également, en citant la lettre de Sico Mansholdt à Franco Maria Malfatti (1972) et ses conséquences, les inerties et les obstacles qui se dressent face aux porteurs de projets de transition. La question des forces capables de promouvoir une autre configuration de la société et du monde est ainsi cruciale.

Sacha Lévy-Bruhl revient alors sur la question de la justice sociale : quelles sont les limites au-delà desquelles le développement n'est plus possible ? Comment faire valoir, auprès de populations dont l'accès à la consommation est, de fait, limité (pays en voie de développement, classes populaires), les aspects positifs d'une limitation du consumérisme ? Comment éviter un sursaut nationaliste dans ces franges de la population ?

Pour **Lucas Chancel**, il s'agit de réfléchir à l'articulation du message de « frugalité joyeuse » auprès de ceux qui subissent des inégalités. Cela peut passer, par exemple, par la promotion de slogans comme « *Moins de biens, plus de liens* », et la mise en œuvre, par des politiques publiques concrètes, d'initiatives allant dans ce sens. Dans cette perspective, **Lucas Chancel** rappelle que depuis le début du XXe siècle, la part, dans l'économie totale, de l'argent prélevé par l'Etat ou les institutions non-marchandes ensuite reversée dans les secteurs de l'éducation ou de la protection sociale est passée de 5%, à environ 50% dans les années 1980. C'est là, selon l'économiste, une piste pour les partisans d'une « démarchandisation » de la société : de plus grands investissements de cette sorte pourraient être réalisés pour la promotion des liens sociaux, le traitement de la dépendance. Les problématiques de prélèvement de revenus et de fiscalité restent cependant des difficultés profondes.

Synthétisant, **Paul Magnette** aborde les quatre questions de fond successivement évoquées :

- *Le modèle consumériste* : comment contrer le plaisir lié à la consommation, que le président du PS belge définit comme un « éros très puissant » ? Il s'agit peut-être de commencer par réduire la consommation de biens émettant des GES, reposant sur l'utilisation d'énergies fossiles ou nécessitant le traitement de *datas*, et de réorienter notre consommation vers des biens moins matériels. Mais quel modèle opposer à celui de la consommation sans limite ? Si celui de l'ascétisme ne semble pas probant, le politique, dans sa dimension conflictuelle, peut se révéler capable de mobiliser les populations. En témoignent les références aux luttes pour les droits civils dans les mouvements écologistes américains, ou la force des modèles communistes et sociaux-démocrates du XXe siècle, qui ont mobilisé les populations autour d'enjeux de justice et de conflits sociaux. C'est là, selon **Paul Magnette**, la seule façon de lutter activement contre les politiques ethno-nationalistes et religieuses qui fleurissent partout dans le monde.

- *L'enjeu du collectif* : cultiver les pratiques collectives - de restauration, de mobilités - est une façon efficace de commencer à rediriger les flux de consommation.

- *La justice sociale* : cet enjeu pose la question de la pertinence des modèles de décroissance ou d'a-croissance. En effet, le jour où la croissance s'arrêtera, la question de la juste répartition des biens et des richesses devra être affrontée.

Dominique Méda, qui préfère opter pour le terme de post-croissance, invite à la promotion des bénéfices liés à la sobriété, en termes d'amélioration de la qualité des liens sociaux, de santé, de temps, de pression au travail. La transition permettrait même de régler

certaines aspects de la crise du travail et de l'emploi, et de refondre la gouvernance des entreprises, comme **Dominique Méda** l'expose, avec Isabelle Ferreras et Julie Battilana (dir.) dans *Le Manifeste Travail. Démocratiser. Démarchandiser. Dépolluer*. Celle-ci rappelle toutefois que la transition vers la post-croissance commence peut-être par l'établissement d'une liste d'un ensemble d'activités « légères », qui n'entraînent pas de destruction du monde. Selon **Lucas Chancel**, une des premières étapes de cette transition est également la promotion d'une « vision cohérente du monde », qui passerait par l'usage de nouveaux indicateurs reposant sur des solides fondements théoriques et politiques.